Matières premières : une nouvelle priorité politique ?

Isabelle Bourgeois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/673>

DOI : 10.4000/rea.673

ISBN : 978-2-8218-0858-4

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2007

Pagination : 35-36

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « Matières premières : une nouvelle priorité politique ? », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 81 | mai 2007, document 1, mis en ligne le 01 mai 2009, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/673>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

© CIRAC

Matières premières : une nouvelle priorité politique ?

Isabelle Bourgeois

Une action concertée entre industrie et gouvernement...

- 1 Mettant à profit la double présidence allemande (UE et G8) et l'attention médiatique portée à la dépendance énergétique dans ce contexte, l'industrie allemande a mis à l'ordre du jour la question de la sécurité de l'approvisionnement en matières premières. L'opération de sensibilisation a porté ses fruits : le gouvernement fédéral a annoncé le 20 mars l'institution d'une commission interministérielle chargée du dossier. Mais celle-ci n'est pas une réponse à une quelconque demande d'intervention formulée par l'industrie. Il s'agit au contraire d'un engagement pris dans le cadre d'une coopération reposant sur un partage des rôles, classique outre-Rhin, entre acteurs économiques et politiques.

... sur la base d'un rapport conjoint présenté par le BDI

- 2 « La sécurité des matières premières ne signifie pas seulement la sécurisation de l'approvisionnement de notre économie en pétrole ou en gaz, mais aussi en matières premières métalliques comme le cuivre, le zinc, le nickel ou le wolfram ». Voilà le message que délivrait le président de la Fédération allemande de l'Industrie (BDI), Jürgen R. Thumann, lors de l'ouverture du congrès du BDI sur les matières premières (20 mars). C'est dans le même cadre que la chancelière annonçait le soutien du gouvernement fédéral. Au préalable, le BDI avait présenté officiellement un rapport, intitulé « Sécurité des matières premières – recommandations d'action pour l'industrie et les pouvoirs publics ». Il est le fruit d'une coopération entre les principales fédérations sectorielles de l'industrie, des experts, des personnalités à la tête de grands groupes (comme Norddeutsche Affinerie AG, STEAG

AG ou Volkswagen AG), le ministère fédéral de l'Economie et des Technologies, ainsi que l'Office fédéral des Sciences de la terre et des matières premières.

Matières premières métalliques : leur flambée tasse la croissance

- 3 L'action de sensibilisation menée par le BDI part de plusieurs constats. « *Les produits qui font le succès de l'Allemagne sur le marché mondial sont faits à partir de matières premières métalliques* » (J. R. Thumann). Or l'Allemagne doit importer l'essentiel de ces dernières ; son degré de dépendance frise les 100 %. Ce n'est pas tant qu'elle manquerait de ressources naturelles propres d'une manière générale, celles-ci couvrant quelque 80 % de ses besoins et l'Allemagne étant même l'un des principaux producteurs mondiaux de lignite, de kaolin ou de potasse. Mais elle manque cruellement des matières premières stratégiques pour son industrie exportatrice de biens d'investissement, dont justement ces métaux dont les prix flambent depuis la montée en puissance des économies indienne et, plus encore, chinoise. Cette flambée se serait traduite, depuis 2002, par une hausse des coûts de production (+ 90 milliards €), entraînant un tassement de la production industrielle (-0,6 %) et du PIB allemands (-0,4 %), avec pour effet la perte de quelque 140 000 emplois, estime le rapport. La cause de cette flambée des prix est double : à la demande de ces marchés en croissance exponentielle (une évolution inscrite dans la durée) s'ajoutent de nombreuses barrières douanières et des pratiques aboutissant à une situation de distorsion de concurrence sur le marché mondial.

Importations de matières premières en RFA – 2005 (**PARTS EN %**)

Pétrole	45,1	Fer et acier	4,1
Gaz naturel	22,1	Charbon	3,8
Métaux	11,0	Métalloïdes	1,8
Constituants des aciers alliés	5,9	Autres matières premières (énergie)	1,5
Pierres et métaux précieux	4,8	Total	77 milliards €

Source des données : Bundesanstalt für Geowissenschaften und Rohstoffe / BDI, Rohstoffsicherheit – Anforderungen an Industrie und Politik. Ergebnisbericht der BDI-Präsidialgruppe « Internationale Rohstofffragen » (www.bdi-online.de).

La réponse : partage des tâches entre économie et politique

- 4 Ces constats ont donc motivé une sensibilisation à deux niveaux : celui des entreprises et celui du gouvernement, conformément à la nature même du dossier. « *Même en période de prix élevés, l'approvisionnement en matières premières relève par nature de la responsabilité des entreprises. Il leur revient d'identifier et de mettre en œuvre avec conséquence les marges de manœuvre dont elles disposent pour réagir aux hausses des prix* », expliquait le président du

BDI. Et il ajoutait : « *mais les entreprises sont impuissantes faces aux problèmes politiques des marchés. Or les problèmes politiques appellent une réponse de la part des responsables gouvernementaux* ». La 'nouvelle politique allemande' de l'approvisionnement en matières premières relève donc d'un partage du travail en application du principe de subsidiarité.

Il revient en premier lieu aux entreprises d'adapter leur stratégie

- 5 L'action des entreprises comprend plusieurs volets, rappelle le rapport, basés sur une veille systématique de l'évolution des marchés. Un premier volet consiste à adapter la stratégie commerciale à la hausse des prix – non pas en réduisant les prix au client, mais en améliorant la qualité des produits (innovation) et en leur conférant une forte valeur ajoutée (notamment en termes de prestations de services). Un second volet consiste à développer une stratégie de sécurisation des approvisionnements, grâce notamment à une présence mieux organisée sur les marchés producteurs et qui peut, dans certains cas (grands groupes ayant la possibilité d'effectuer de lourds investissements), prendre la forme d'une intégration en amont. Dans le cadre de leur restructuration, les entreprises industrielles allemandes avaient en effet presque toutes vendu leurs participations dans les sociétés d'exploitation des gisements dans les pays tiers. Mais plus généralement, il convient d'accorder une plus grande attention à la sécurité juridique des contrats avec les fournisseurs et de miser sur une durée de validité supérieure ; enfin, il convient de multiplier les sources d'approvisionnement en diversifiant leurs origines géographiques.
- 6 Troisième volet : réduire la consommation de matières premières dans la production. Dans l'industrie allemande, si l'énergie représente 2 % des coûts de production, la part des matières premières s'élève à 40 % ; il devrait être possible, selon le rapport, de réduire cette part de moitié d'ici 2020 grâce à des gains d'efficience (dont le recours accru aux matières recyclées ; il est d'ores et déjà de 45 % dans la sidérurgie allemande). Enfin, quatrième volet : développer les partenariats entre les entreprises, même concurrentes ; ces coopérations peuvent donner lieu à des politiques d'achat collectives (par exemple des centrales d'achat communes. Elles présentent plusieurs avantages : baisse des prix d'achat, centralisation des fonctions d'étude et d'alerte, mutualisation des risques... Cette forme de cartellisation est conforme au droit de la concurrence allemand et communautaire, à condition que la part de marché de chacune de ces centrales ne dépasse pas 10 %.

Il revient ensuite au gouvernement d'améliorer les conditions-cadre

- 7 L'action du gouvernement est elle aussi multiple, du fait de la nature transversale du dossier qui relève de plusieurs domaines : affaires étrangères, commerce international, politique de développement et politique européenne. Elle exige donc une action concertée que seule peut mener à bien une commission interministérielle – en coopération avec les acteurs concernés. Certes, le gouvernement fédéral peut soutenir l'industrie en étendant le champ d'application de sa panoplie classique d'aide au commerce extérieur : garanties d'investissement ou crédits à taux bonifiés. Mais ces mesures ne résolvent en rien le problème de fond, à savoir l'existence de conditions-cadre

défavorables sur le marché mondial. Et dans la plus pure tradition ordo-libérale, il revient aux pouvoirs publics de veiller à organiser le libéralisme des échanges en le soumettant à des règles, entre autres dans le cadre de l'OMC.

Un dossier à mettre en tête de l'agenda européen

- 8 C'était là l'objet des recommandations d'action formulées par le rapport du BDI : encourager le gouvernement fédéral à mettre à profit sa double présidence pour redoubler d'efforts afin que le commerce mondial soit fluide et que ses règles soient transparentes. S'il s'agit là d'une condition *sine qua non* pour la compétitivité d'une industrie allemande particulièrement ouverte au monde, elle l'est au moins tout autant pour l'industrie européenne dans son ensemble. Les intérêts de l'industrie allemande sont indissociables de ceux de l'industrie européenne ; la proposition d'une réponse nationale vise donc aussi à sensibiliser les partenaires européens. Voilà un exemple révélateur de la manière dont fonctionnent au concret, au sein du « capitalisme rhénan », les mécanismes de prise de décision en matière de politique économique mondiale et de politique européenne (voir REA 80/07) : en partenariat institutionnel entre la société civile organisée et la sphère politique.
-

INDEX

Mots-clés : gouvernement, industrie, matières premières, politique économique